

FUSION ACTIS-GH

Dernière mise à jour : 10-07-2019

La Métro repousse la fusion d'Actis et Grenoble Habitat après les élections municipales

Prévue dès le 1er janvier 2020, la fusion d'Actis et Grenoble Habitat est finalement reportée. La Métro et la Ville de Grenoble veulent même remettre à plat tout le projet. Un revirement qui survient après plus d'un mois de débat avec les associations de locataires notamment.

Prévue dès le 1er janvier 2020, la fusion des bailleurs sociaux Actis (4 084 logements) et Grenoble Habitat (12 500 logements) est finalement repoussée après les municipales, a-t-on appris ce matin du 9 juillet 2019, lors d'une conférence de presse organisée par la Métro, en présence du maire de Grenoble, Eric Piolle. Il ne s'agit pas seulement d'un report, mais d'une remise à plat complète du projet, selon Christophe Ferrari, président de la Métro. Même le choix du statut de la future société est remis en cause.

Grenoble et la Métro avaient pourtant choisi la SEM, Société d'Economie Mixte, c'est-à-dire une société avec capitaux publics ET privés. Un choix qui avait suscité de vives réactions chez les associations de locataires notamment.

En mai dernier, 8 organisations, dont les associations CLCV et CSF, siégeant au sein d'Actis ou Grenoble Habitat, d'anciens responsables de ces deux organismes, et plusieurs élus dénonçaient une opération "précipitée et injustifiée".

Elles expliquaient à l'époque dans un communiqué commun intitulé "Pour la sauvegarde du logement social public" :

"Les échanges ayant eu lieu au sein de diverses instances (...) ne permettent pas aux participants d'apporter un avis construit et travaillé car aucun document n'a été communiqué en amont, malgré nos demandes répétées." "Les éléments communiqués (...) apparaissent contradictoires." "Le choix du futur outil de développement du logement social de notre territoire est stratégique et engage sur l'avenir : il est nécessaire de ne pas aller trop vite et d'étudier tous les paramètres."

Une réponse aux inquiétudes des salariés et locataires

Le message semble reçu puisque ce 9 juillet, Eric Piolle nous déclarait :

"nous avons entendu la polémique politique, mais également les associations de locataires et l'expression des salariés. Nous voulons refaire un tour de piste pour remettre ces éléments en partage. (...) Il y a une inquiétude légitime des salariés et des locataires donc il faut prendre ce temps-là, même si ça veut dire qu'on sera prêts moins vite, et que les délibérations passeront dans le prochain mandat. On ne peut pas faire une fusion sans ses salariés, il faut embarquer tout le monde".